

Objet : Arrêté portant permission de voirie
Place Andrevetan

ARRETE DU MAIRE

N°ATP 2024-095

Le Maire de La Roche-sur-Foron,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2211-1, L 2212-1, L 2212-2, L 2212-4, L 2212-5, L 2213-1, L 2213-2, 1°, L 2213-2, 2°, L2213-3, L2213-4, R2213-1 ;
Vu le Code de la Route, articles R.411-1 à R.411-9, R.417-1 à R.417-4, R.417-10 à R.417-12 ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière ;
Vu le Code pénal ;
Vu l'arrêté général communal N° A 2023-136 du 27/04/2023 réglementant la circulation et le stationnement sur l'ensemble du territoire de la Roche-sur-Foron,
Vu la demande de l'entreprise « IMC TELECOM » – 316 chemin de Galicante – 30128 GARONS, en date du 01 mars 2024 d'autorisation de travaux de raccordement électrique souterrain pour le compte d'ENEDIS, il est nécessaire de prendre un arrêté comme suit :

ARRETE

- Article 1 :** Le 18 mars 2024, l'entreprise « IMC TELECOM » est autorisée à effectuer des travaux de raccordement électrique souterrain, 1 place Andrevetan.
- Article 2 :** L'entreprise devra préalablement se renseigner auprès des services techniques afin de connaître l'existence d'ouvrage à proximité des projets concernés.
- Article 3 :** L'entreprise IMC TELECOM » devra effectuer une demande d'arrêté par formulaire (modèle ci-joint) 15 jours minimum avant la date de début des travaux concernant l'autorisation de voirie (circulation, stationnement).
- Article 4 :** L'entreprise s'engagera à remettre en état la voirie impactée à l'identique après les travaux.
- Article 5 :** Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Elle est délivrée à titre précaire et révocable et ne confère aucun droit réel à son titulaire et peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter pour ce dernier de droit à indemnité.
- Article 6 :** Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Mairie.
- Article 7 :** Sont chargés chacun, en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté :
- L'entreprise « IMC TELECOM »,
 - La Police Municipale,

Ampliation sera transmise aux Services de la Voirie et au Directeur Général des Services de la Commune.

Certifié exécutoire par le Maire
reçu en sous-préfecture de Bonneville le -----
publié le 07/03/2024
notifié le 07/03/2024

En mairie, le 05 mars 2024
Le Maire,
Pierrick DUCIMETIERE



Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Grenoble 2 place de Verdun – boîte postale 1135 – 38022 Grenoble Cedex. Saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse : www.telerecours.fr (comprenant l'accès à « Télérécourse citoyens »). Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la Commune. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).